

## **L'éthique obscure qui consiste à payer les gens pour obtenir le vaccin COVID**

Face à la faible demande de vaccins COVID expérimentaux de Pfizer et de Moderna, en particulier de la part des professionnels de la santé, les employeurs proposent toute une série de mesures incitatives qui, selon certains, frôlent la coercition.

Par : Équipe de défense de la santé des enfants

<https://childrenshealthdefense.org/authors/childrens-health-defense-team/>

Trois semaines après la décision prise en décembre par la Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis d'accorder une autorisation d'utilisation d'urgence aux vaccins expérimentaux à ARNm de Pfizer et de Moderna, environ 14 millions d'Américains ont reçu une ou plusieurs doses de vaccin contre les coronavirus.

Cependant, les 14 millions d'adultes vaccinés jusqu'à présent sont loin d'atteindre l'objectif de l'opération Warp Speed, qui est d'administrer 20 millions de doses d'ici la fin de 2020. Les responsables avancent deux raisons principales pour expliquer la lenteur du déploiement des vaccins : des problèmes logistiques (du côté de l'offre) et le refus de la demande de vaccins.

Scott Gottlieb, l'ancien commissaire de la FDA qui est passé par la porte tournante pour rejoindre le conseil d'administration de Pfizer en 2019, prédit que la demande de vaccins deviendra "molle" après qu'un tiers seulement de la population américaine aura accepté le vaccin.

Le fait est que, malgré le message omniprésent en faveur des vaccins expérimentaux, l'intérêt de nombreux Américains pour la vaccination COVID-19 est au mieux tiède. C'est notamment le cas des travailleurs des services de santé et des maisons de retraite à qui l'on demande de prendre le risque de retrousser leurs manches en premier. Beaucoup refusent les vaccins, prenant la peine d'expliquer qu'ils ne sont pas des "anti-vaxxers" mais qu'ils refusent d'être des "cobayes".

De Los Angeles à l'Ohio en passant par le Maine, jusqu'à 60 % des travailleurs de la santé de première ligne admissibles au vaccin refusent les vaccins à ARNm non encore autorisés. Les systèmes de santé, "soucieux de fournir des doses au plus grand nombre de personnes possible, aussi rapidement que possible", signalent que dans certains endroits, le vaccin "reste littéralement dans les congélateurs" parce que les travailleurs de la santé ne veulent pas le prendre.

La situation est similaire dans les maisons de retraite du pays, où "les travailleurs ont été plus réticents que les résidents à se faire vacciner". Selon un groupe qui représente les maisons de soins infirmiers à but lucratif, la moitié du personnel des soins de longue durée

ne veut pas se faire vacciner contre le COVID. Et avec le temps, les employés des maisons de retraite qui voient mourir des résidents âgés dans les heures ou les jours qui suivent leurs injections peuvent devenir encore plus réticents à jouer à la roulette du vaccin.

En discutant de la question des mandats, un dirigeant de Yale a déclaré début décembre qu'il est possible "d'accomplir [la vaccination] sans forcer les gens", citant comme preuve une occasion où il a reçu un morceau de gâteau en échange d'un vaccin contre la grippe. Reconnaisant que l'acceptation des vaccins expérimentaux COVID-19 pourrait nécessiter "plus qu'une part de gâteau", il a néanmoins suggéré que de "petites incitations financières" pourraient suffire à la tâche.

Apparemment, le secteur privé américain est parvenu à des conclusions similaires. Un nombre croissant d'entreprises (y compris, mais sans s'y limiter, le secteur de la santé) offrent aux "membres prudents du personnel" des incitations financières et non financières visant à faire pencher la balance décisionnelle des employés en faveur de la vaccination COVID.

### La carotte

À quoi ressemblent ces incitations ?

À Nazareth, en Pennsylvanie, la maison de retraite Gracedale offre aux employés qui prennent le coup un paiement unique de 750 \$, "en utilisant l'argent reçu par le biais de la loi fédérale CARES pour le paiement".

Les responsables du comté qui ont approuvé les paiements admettent qu'"il peut y avoir une certaine réticence de la part de certains membres du personnel à se faire vacciner contre le COVID-19, en partie à cause de la rapidité de son développement".

Au Texas, le système hospitalier méthodiste de Houston, qui emploie 26 000 personnes, offre une "prime d'espoir" de 500 dollars aux travailleurs qui acceptent le vaccin COVID. Mais l'hôpital espère "éventuellement" rendre l'injection obligatoire pour les employés.

D'autres établissements offrent une compensation plus modeste. Par exemple, une maison de retraite du Wisconsin offre une prime de 150 dollars au personnel qui a reçu les deux doses, ce qui représente environ huit heures de salaire pour la plupart des travailleurs. A.G. Rhodes, une entreprise de soins de longue durée d'Atlanta, offre des prix de tombola - téléviseurs, congés payés et primes sur salaire pouvant atteindre 500 dollars - aux employés qui se font vacciner.

Les maisons de retraite du Maine explorent des stratégies "telles que des primes ou des congés pour se faire vacciner", mais considèrent également comme fructueuses des tactiques non monétaires telles que la pression des pairs.

Désireuse de prendre le train en marche et de "promouvoir l'importance de la vaccination", la Ligue nationale de football a offert des billets gratuits pour le Super Bowl et des "journées

de match" à 7 500 travailleurs de la santé - à condition qu'ils aient reçu les deux doses du vaccin COVID.

Dans le commerce, la chaîne d'épicerie mondiale Aldi prévoit d'accorder aux travailleurs horaires deux heures de congé payé par dose de vaccin (soit un total de quatre heures), "afin que tous les travailleurs horaires qui souhaitent recevoir le vaccin puissent le faire sans craindre de perdre leur salaire ou de s'absenter du travail".

Trader Joe's, propriété des héritiers des fondateurs d'Aldi, fait la même offre, tout comme Dollar General, qui donnera aux employés "un paiement unique équivalent à quatre heures de salaire après avoir reçu une vaccination complète".

Instacart, la plateforme d'épicerie en ligne, a annoncé une "allocation de soutien au vaccin" COVID-19 de 25 dollars pour les membres de l'équipe en magasin et les "acheteurs" de l'entreprise (personnes qui sont payées pour faire les courses et livrer les produits) "car ils prennent du temps pour se faire vacciner à l'extérieur d'Instacart".

#### Les groupes de réflexion et les éthiciens sont de la partie

Des discussions sur les incitations financières à la vaccination ont également circulé dans des groupes de réflexion très en vue, et certaines des propositions font pâlir de jalousie l'allocation de 25 dollars versée par Instacart.

Par exemple, les anciens candidats à la présidence John Delaney et Andrew Yang soutiennent l'idée de verser 1500 dollars à tout Américain qui fournit une preuve de vaccination. Pendant ce temps, Robert Litan, membre de la Brookings Institution, plaide en faveur d'un paiement de 1 000 dollars (non imposable) - bien que ce dernier propose intelligemment de retarder la plupart (80 %) du paiement aux personnes vaccinées jusqu'à ce que la nation atteigne le niveau de couverture vaccinale souhaité (une cible mouvante que des hommes de paille comme le Dr Peter Hotez et le Dr Anthony Fauci ont constamment "remonté").

Le 6 janvier, des experts médicaux de Cornell et de l'Université de Pennsylvanie ont diffusé un article d'opinion dans le Journal of the American Medical Association (JAMA), critiquant les "propositions de paiement pour la vaccination" comme étant "moralement suspectes", mais pas pour les raisons que l'on pourrait penser. La principale objection des deux auteurs - basée sur l'hypothèse historique, négationniste et éthiquement douteuse du code de Nuremberg, selon laquelle "les gens ont le devoir moral d'être vaccinés" - est que le paiement "priverait l'acte [de se faire vacciner] d'une signification morale". Tout au plus, les deux parties disent-elles qu'elles pourraient accepter de rembourser les dépenses des personnes vaccinées, "par analogie avec le modeste paiement offert aux citoyens convoqués pour faire partie d'un jury".

Bien que ce ne soit pas leur principale objection, les deux auteurs reconnaissent qu'il existe de "véritables" préoccupations éthiques "concernant l'influence d'une telle incitation sur la

prise de décision" et le risque que les incitations puissent sembler être "un commerce d'insécurité financière". Ils déclarent :

"Offrir un paiement comme incitation à la vaccination COVID-19 peut être considéré comme profiter injustement des résidents américains qui ont perdu leur emploi, connu l'insécurité alimentaire et du logement, ou glissé dans la pauvreté pendant la pandémie".

Le bioéthicien Julian Savulescu, du Centre d'éthique pratique d'Oxford, au Royaume-Uni, a une solution à ce problème, décrit en détail dans le Journal of Medical Ethics de Grande-Bretagne en novembre. Dans son traité, Savulescu propose avec bienveillance un modèle de "paiement en nature" plutôt qu'en espèces, arguant qu'une "plus grande liberté de voyager, la possibilité de travailler ou de socialiser" et "la liberté de ne pas porter de masque dans les lieux publics ... et de ne pas s'éloigner socialement" représenteraient des "avantages attrayants" pour les personnes vaccinées.

### Le bâton

Selon Savulescu, les mandats de vaccination ouverts s'accompagnent de tracas, de dépenses et d'attaques contre la liberté qui irritent le public. À court terme, donc, et aussi parce que les vaccins Pfizer et Moderna sont encore à l'étude, la plupart des responsables qui font la promotion de la vaccination COVID-19 nient la perspective d'un mandat gouvernemental.

Au lieu de cela, ils ne semblent que trop heureux de laisser le secteur privé donner le ton à la coercition sur les vaccins - les incitations monétaires représentant la première étape, moins menaçante.

Plusieurs événements survenus en décembre laissent à penser que la situation va s'aggraver. Tout d'abord, juste après que la FDA ait accordé au vaccin de Pfizer son autorisation d'utilisation d'urgence, un sondage réalisé le 15 décembre par Yale a mis en évidence "une ouverture surprenante à l'idée de mandats pour les vaccins" parmi les PDG actuels et récents de grandes entreprises américaines, dont Walmart, Goldman Sachs, eBay, American Airlines, MetLife et Pizza Hut. Bien que la plupart d'entre eux ne soient pas encore prêts à subordonner l'emploi à la vaccination COVID, près des trois quarts (72 %) des PDG ont approuvé l'idée de mandats à un moment donné "dans le futur".

Le 16 décembre, la Commission pour l'égalité des chances dans l'emploi (EEOC) a publié un document d'orientation sur les pandémies indiquant que les employeurs "peuvent généralement exiger" que les employés reçoivent un vaccin COVID-19 si la FDA l'autorise ou l'approuve, sous réserve de la protection des employés qui demandent des exemptions médicales ou religieuses.

Art Caplan, un bioéthicien célèbre de l'université de New York, ami de l'industrie pharmaceutique, autrefois accusé par le Salon d'être aussi disposé à faire des commentaires sur la santé que sur la "bonne morale", s'est récemment vanté de son ancien rôle d'instigateur de "l'idée de rendre obligatoire la vaccination contre la grippe pour les

travailleurs de la santé" sous peine de perdre leur emploi.

En réponse au refus des travailleurs de la santé de rendre obligatoire le vaccin antigrippal sur le lieu de travail, M. Caplan a écrit en 2009, sans aucune sympathie : "Assez de gémissements, de gémissements, de manifestations et de protestations de la part des travailleurs de la santé". Les médecins, les infirmières, les inhalothérapeutes, les aides-soignants et toute autre personne en contact régulier avec les patients devraient être obligés de se faire vacciner contre la grippe ou de trouver un autre emploi".

Les récents commentaires de M. Caplan montrent clairement que lui et d'autres s'apprêtent à défendre les mêmes arguments en faveur des vaccins COVID-19. Bien qu'il admette la difficulté de rendre obligatoire "quelque chose qui est en dehors de l'autorisation d'utilisation expérimentale", il déclare qu'"une fois que les vaccins seront autorisés, nous verrons des mandats [pour les travailleurs de la santé et le personnel des maisons de retraite] dans la semaine qui vient".

M. Caplan prévoit également l'adoption de mesures similaires de la part d'autres types d'employeurs, qui "insisteront sur les mandats ou vous diront de rester chez vous".

#### Pris au dépourvu

Les responsables de la santé publique semblent avoir été pris au dépourvu par l'ampleur du refus du vaccin COVID-19 parmi les travailleurs de la santé, et ils doivent certainement s'inquiéter du fait que la perte de confiance des travailleurs "dans les grandes entreprises pharmaceutiques et même dans les CDC [Centres de contrôle et de prévention des maladies]" pourrait rendre les employés imperméables aux montants relativement modestes qui sont présentés comme des incitations financières.

Pesant les risques et les avantages (une activité à laquelle tous les travailleurs de la santé - tous les gens - devraient être autorisés à s'engager), une infirmière enceinte qui a refusé l'injection d'ARNm a déclaré au Los Angeles Times qu'elle "choisissait le risque de COVID", observé au cours de nombreux mois de soins aux patients atteints de COVID, plutôt que "le risque de l'inconnu du vaccin".

Le Dr Peter Hotez - qui avait initialement exprimé des réserves sur les vaccins contre les coronavirus, mais qui est maintenant devenu l'un des meneurs les plus fiables en matière d'injections - a identifié par inadvertance le véritable problème : l'obsession des vaccins comme seule solution. Comme l'a récemment admis M. Hotez : "[N]ous mettons tous nos œufs dans le panier de la biotechnologie. Nous comptons maintenant exclusivement sur les vaccins pour contrôler cela".

Un problème encore plus important est le message à double sens qui assimile désormais la vaccination à la "liberté".

\*\*\* Traduit avec [www.DeepL.com/Translator](http://www.DeepL.com/Translator) (version gratuite) \*\*\*

### **The Murky Ethics of Paying People to Get the COVID Vaccine • Children's Health Defense**

Facing sluggish demand, especially among healthcare workers, for Pfizer's and Moderna's experimental COVID vaccines, employers float a variety of incentives that some say border on coercion.

childrenshealthdefense.org

26 janv. 2021

<https://childrenshealthdefense.org/defender/ethics-paying-people-to-get-covid-jab/>